



Nations Unies

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, 2002

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-huitième session
Supplément N° 12 (A/58/12)

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-huitième session
Supplément N° 12 (A/58/12)

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, 2002



Nations Unies • New York, 2003

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

[19 août 2003]

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général.	1–7	1
II. Protection internationale : problèmes et réponses.	8–24	3
III. Opérations : réalisations, problèmes et nouvelles pistes	25–46	8
IV. Coordination et partenariats	47–57	14
V. Gestion et contrôle des programmes	58–70	18
Tableau		
Dépenses du HCR en 2002		22

I. Aperçu général

1. Plusieurs faits encourageants ont marqué l'année 2002. Un certain nombre de grandes opérations de rapatriement ont permis à des millions de personnes déracinées de rentrer chez elles, dont près de 2 millions d'Afghans pour ne parler que d'eux. De nombreuses autres personnes ont regagné l'Érythrée, la Sierra Leone, Sri Lanka et le Timor-Leste. Ces retours ont amené l'espoir au cœur des jeunes comme des personnes âgées, ceux qui ont à découvrir leur patrie et ceux qui ont passé de nombreuses décennies en exil. Ailleurs – en Angola et à Sri Lanka –, les progrès réalisés sur la voie de la paix ont ouvert aussi de nouvelles perspectives de retour. L'évolution récente de la situation au Burundi permet d'espérer, là aussi, un rapatriement librement consenti dans un proche avenir. Les espoirs reposent désormais sur la stabilisation de ces processus de paix afin d'asseoir durablement la réintégration des personnes de retour chez elles. Beaucoup dépendra du rétablissement et du maintien de la sécurité, aussi bien pour elles que pour les populations locales.

2. La préparation aux crises est demeurée une priorité majeure tout au long de l'année. Pour faire face à des situations d'urgence dans plus de 20 régions du globe, le HCR a recouru aussi bien à des ressources propres qu'à des ressources extérieures d'appoint. Début 2003, il a participé activement au processus interinstitutions de préparation d'un dispositif d'intervention d'urgence en prévision de la crise imminente en Iraq. Et tout en maintenant à un niveau approprié sa capacité d'intervention dans l'éventualité d'un afflux de réfugiés d'Iraq dans des pays voisins, il a bien progressé jusqu'ici dans l'établissement d'un programme de retour librement consenti de réfugiés et de personnes déplacées, qui débutera dès que la situation d'ensemble à l'intérieur de l'Iraq le permettra.

3. Fin 2002, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR était estimé à 20 millions environ, y compris celles, nombreuses, dont la situation s'éternise, comme les personnes déplacées en Colombie, les réfugiés bhoutanais au Népal et les réfugiés sahraouis qui languissent encore dans des camps. En dépit des efforts soutenus déployés par la communauté internationale, il n'a pas été encore trouvé de solutions. À l'évidence, seul l'engagement résolu des États concernés de surmonter les problèmes politiques sous-jacents peut ouvrir la voie à des solutions durables dans l'intérêt des victimes de ces situations.

4. Face aux difficultés causées par la mise en place de solutions durables, en particulier dans le cas des réfugiés de longue date, le HCR a privilégié une démarche novatrice, qu'il a conçue en tirant les enseignements du passé. Agissant à l'intérieur d'un cadre directeur fixant la fourniture aux réfugiés d'une aide au développement, le Haut Commissariat a cherché à faire reconnaître les potentialités des réfugiés, leur aptitude à devenir des membres autonomes et productifs de la communauté dans laquelle ils vivent. La démarche adoptée dans ce sens repose sur deux concepts. Il s'agit premièrement de la stratégie des « 4R », c'est-à-dire la prise en compte de l'ensemble des processus de rapatriement, réintégration, réhabilitation et reconstruction à l'issue des conflits, l'accent étant mis sur l'importance qu'il y a à assurer un passage en douceur du monde de l'humanitaire à celui du développement. Il s'agit deuxièmement de la stratégie dite du développement moyennant l'intégration sur place (DLI), qui permet aux États qui le souhaitent d'encourager l'autonomie des réfugiés et leur intégration progressive au sein d'une population

locale dont la capacité de développement pourrait s'en trouver considérablement renforcée.

5. Pour aboutir, ces stratégies doivent être mises en oeuvre en coopération étroite avec les gouvernements concernés et les divers partenaires de développement, dont les organismes des Nations Unies. Le HCR, qui s'emploie à faire pleinement appel aux mécanismes interinstitutions, est devenu il y a peu membre du Groupe des Nations Unies pour le développement.

6. Il est incontestable que dans le monde actuel, le HCR doit faire face, dans son action, à de nouveaux problèmes. Il en est ainsi, par exemple, des incidences que des flux migratoires mixtes et non réglementés ont sur le régime de l'asile et qui suscitent parmi les États des préoccupations légitimes quant à la sécurité. Il reste que le HCR, pour exercer efficacement le mandat qu'il a reçu de la communauté internationale, doit jouer son rôle vis-à-vis des gouvernements, en les aidant à se saisir des questions touchant le lien entre l'asile et la migration et à s'attaquer aux problèmes découlant des mouvements secondaires de demandeurs d'asile. Répartir plus équitablement la charge entre les pays du monde en développement, d'où la majorité des réfugiés proviennent, et les pays d'asile demeure un objectif clef.

7. Peu après avoir pris ses fonctions en 2001, le Haut Commissaire a engagé une réflexion approfondie sur le fonctionnement du Haut Commissariat et les aménagements qui pourraient y être apportés afin de renforcer la capacité du HCR à remplir sa mission dans le monde contemporain, qui a changé beaucoup par rapport à celui du début des années 50, époque à laquelle le HCR a été créé. Cette réflexion a donné lieu à toute une série de propositions concrètes, qui font l'objet d'un rapport distinct à l'Assemblée générale. Le Comité exécutif est étroitement associé à la formulation de ces propositions, lesquelles seront soumises en temps voulu à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire de la Troisième Commission.

II. Protection internationale : problèmes et réponses

8. Pendant la période considérée, la protection des réfugiés a continué de se heurter à des problèmes, dont beaucoup s'inscrivent dans un contexte plus large. Par souci de sécurité, des États ont été amenés à appliquer à l'entrée sur leur territoire des contrôles nouveaux, stricts, à subordonner la délivrance de visas à des conditions plus rigoureuses et à imposer d'autres restrictions encore. C'est ainsi que les demandeurs d'asile ont eu de plus en plus de difficultés à engager les procédures voulues. Les détentions arbitraires, souvent discriminatoires, sont aussi devenues chose courante dans certains pays. Dans les pays en développement d'accueil, l'absence de sécurité est demeurée un problème endémique. Des camps et des zones d'installation ont été infiltrés par des éléments armés; des réfugiés ont été interceptés, se sont vu refuser l'entrée sur le territoire ou en ont été expulsés par la force, ont été privés de la possibilité d'avoir accès à des procédures d'asile efficaces.

9. En l'absence de politiques nationales d'immigration efficaces, un nombre croissant de personnes cherchant à gagner un pays industrialisé ont recouru à des moyens illégaux et nombre d'entre elles ont essayé de faire jouer le régime de l'asile. Un très grand nombre sont tombées dans les mains de trafiquants et de passeurs, renforçant par là le sentiment de certains gouvernements d'avoir perdu le contrôle des choses et leur tentation d'appliquer sans discernement des mesures discriminatoires pour limiter l'admission de tous les nouveaux arrivants. Certains organes de presse et un certain nombre de personnalités politiques ont continué de diaboliser les demandeurs d'asile et les réfugiés, notamment lors de campagnes électorales, sapant ainsi le soutien de l'opinion publique à l'accueil de ces derniers. Des réfugiés, déjà victimes de persécutions ou de violences, sont devenus l'objet de soupçons injustes et de préjugés. La xénophobie n'est pas l'apanage du monde industrialisé. Dans le monde en développement aussi, elle met à mal la protection des réfugiés.

10. Face à ces problèmes, le HCR, dans le cadre de sa mission de protection, a mis en oeuvre un large éventail d'activités, allant des activités de sensibilisation et de suivi à différentes activités opérationnelles. Des efforts soutenus ont été déployés pour promouvoir l'adhésion aux instruments internationaux régissant le statut des réfugiés et des apatrides et encourager leur application effective, en tant que fondement du régime de protection internationale. En mai 2003, 145 États avaient adhéré à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et/ou à son Protocole de 1967. De même, une action intense a été menée pour mettre à la disposition de ceux qui travaillent sur le terrain des dispositifs supplémentaires ou actualisés, comme indiqué plus loin dans le présent chapitre.

11. Le HCR a toujours travaillé dans cet esprit en coopération étroite avec les États, qui sont au premier chef chargés d'assurer le respect des droits fondamentaux de tous ceux qui se trouvent sur leur territoire. L'établissement de partenariats, à l'intérieur comme à l'extérieur du système des Nations Unies, a continué de jouer un rôle essentiel. Quant au règlement des problèmes complexes touchant au lien entre l'asile et la migration, il fait l'objet d'une collaboration accrue avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation internationale pour les migrations.

A. Agenda pour la protection

12. Les Consultations mondiales sur la protection internationale, lancées début 2001, date anniversaire de la Convention de 1951, se sont achevées en 2002. Elles ont associé les États, d'autres organisations intergouvernementales, dont les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, des universitaires, des hommes de loi et aussi des réfugiés. Il s'agissait de conduire en commun une réflexion sur les moyens de tirer parti au maximum de la Convention de 1951 pour résoudre les problèmes de protection posés par le monde complexe d'aujourd'hui. Des analyses et des débats approfondis ont eu lieu sur un large éventail de questions – à la fois théoriques, pratiques et opérationnelles –, qui ont permis de définir les dispositifs supplémentaires susceptibles d'aider les États, le HCR et les autres acteurs à surmonter ces problèmes.

13. Le Comité exécutif a adopté à sa cinquante-troisième session¹ un Agenda pour la protection, qui reprend les conclusions des Consultations mondiales et que l'Assemblée générale, à sa cinquante-septième session, a accueilli avec satisfaction². Ce document directif définit une stratégie énonçant un ensemble de buts à atteindre à travers une série d'objectifs et de mesures concrètes. Les six buts recensés dans l'Agenda sont les suivants :

1. Renforcer la mise en oeuvre de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967;
2. Renforcer la protection des réfugiés dans le cadre de mouvements de migration plus larges;
3. Partage du fardeau et de la responsabilité de façon plus équitable et création de capacités d'accueil et de protection des réfugiés;
4. Répondre de manière plus efficace aux préoccupations liées à la sécurité;
5. Intensifier la recherche de solutions durables;
6. Satisfaction des besoins de protection des femmes et des enfants réfugiés.

14. Le Comité exécutif est étroitement associé à la mise en oeuvre de l'Agenda et a déjà adopté des conclusions concernant les normes d'enregistrement, ainsi que l'accueil des demandeurs d'asile et le caractère civil et humanitaire de l'asile³. De son côté, le HCR a entrepris l'élaboration de directives pratiques sur des aspects précis de procédures, de même que la formulation de critères appelés à régir la détermination du statut de réfugié⁴. L'action décrite dans les paragraphes qui suivent s'inscrit elle aussi dans le droit fil des buts et objectifs de l'Agenda pour la protection.

¹ A/AC.96/973, par. 21.

² Résolution 57/187 de l'Assemblée générale.

³ A/AC.96/959, par. 23; A/AC.96/973, par. 22 et 23.

⁴ Appartenance à un groupe social donné (HCR/GIP/02/02); persécution sexiste (HCR/GIP/02/01).

B. Outils de protection opérationnels

15. Agissant en coopération étroite avec ses partenaires sur le terrain, le HCR a accordé un rang de priorité élevé à l'enregistrement et à l'établissement de papiers, qui sont autant d'éléments importants qui facilitent l'évaluation et le suivi de l'assistance, de même que la protection des réfugiés contre le refoulement et la détention arbitraire, l'exercice de leurs droits fondamentaux et le regroupement familial. Des progrès encourageants sont à noter, comme par exemple l'enregistrement systématique des populations de réfugiés dans des pays comme le Kenya et l'Équateur, ou encore la conclusion d'accords sur la délivrance de cartes d'identité dans le cadre d'opérations telles celles menées en Côte d'Ivoire, en Géorgie, en Guinée et au Yémen.

16. Par ailleurs, face à la violence engendrée par les conflits interétatiques ou frontaliers, des mesures ont été prises pour renforcer l'intégrité physique des réfugiés, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des camps. L'insécurité a été particulièrement vive en Afrique de l'Ouest, dans la région des Grands Lacs, en Colombie, dans le nord du Caucase et en Iraq, pour ne citer que quelques exemples. Dans le cadre d'un partenariat novateur mis en place en Guinée, des policiers canadiens travaillent depuis janvier 2003 aux côtés de leurs homologues guinéens. Pour sa part, le HCR s'est attaché à maintenir sa présence sur le terrain et aussi celle de ses partenaires, même dans les zones frontalières dangereuses. Dans des pays comme l'Afghanistan, l'Angola, la Sierra Leone ou Sri Lanka, où la paix s'instaure progressivement, des programmes ont été mis en place, concernant en particulier aussi bien la sensibilisation aux dangers présentés par les mines que la démobilisation complète des soldats, notamment les enfants soldats, accompagnée de mesures destinées à favoriser leur réadaptation.

C. Adoption d'une démarche tenant compte de l'âge et du sexe

17. Au cours des 10 dernières années, le HCR et ses partenaires se sont employés activement à mettre au point des normes et des stratégies pour répondre aux besoins de protection à la fois des femmes réfugiées et des enfants réfugiés. Mais l'application effective de ces instruments est demeurée difficile. Les cas de violence sexuelle et de violence sexiste ont constitué à cet égard un exemple frappant, mis en avant par des allégations d'exploitation, portées en 2002 en Afrique de l'Ouest, au Népal et ailleurs. Le HCR a réagi vigoureusement, à divers niveaux. Notamment, des enquêtes et des mesures correctives ont été engagées rapidement lorsque cela s'est avéré nécessaire, accompagnées de programmes de soutien aux victimes. Une stratégie globale de formation et de renforcement des moyens a été mise en oeuvre, dont l'organisation d'une formation au niveau régional et d'ateliers au niveau national. Les principes directeurs concernant la prévention des violences sexuelles et des violences sexistes et les mesures à prendre pour y faire face ont été révisés il y a peu et serviront de base à d'autres programmes de formation destinés et au personnel du HCR et à celui de ses partenaires. De même, le HCR a lancé en septembre 2002 un code de conduite, qui s'applique au personnel de ses partenaires. Au niveau interorganisations, le HCR a participé à l'élaboration du Plan d'action interorganisations sur la protection contre l'exploitation et la violence sexuelles dans les situations de crise humanitaire, à la mise en oeuvre duquel il contribue activement.

18. Il est généralement admis que les problèmes de protection de ce genre ont des causes complexes et qu'ils ne peuvent être traités isolément – pénurie de ressources et absence d'accès à des services essentiels, séparation des membres d'une même famille, ou encore climat général d'insécurité. Ils ne sont pas faciles à résoudre et appellent une action plus large. Pour sa part, le HCR s'est attaché à améliorer l'enregistrement des femmes réfugiées, à renforcer leur aptitude à prendre des initiatives et à les encourager à participer à l'administration des camps. Par ailleurs, il a accru le nombre de femmes au sein du personnel afin de faciliter les contacts avec les femmes réfugiées, et il a renforcé sa collaboration avec le Programme alimentaire mondial de manière à intensifier la participation des femmes à la distribution des vivres et autres articles.

19. S'agissant de la protection des enfants réfugiés, l'éducation reste un des moyens essentiels permettant d'écarter des dangers comme la conscription, l'exploitation, les sévices et la traite. Il reste cependant beaucoup à faire pour ce qui est de l'accès à l'éducation. Seuls 50 % des enfants réfugiés sont scolarisés dans les quatre premières années d'études, et 12 % seulement dans les quatre dernières. Au nombre des initiatives prises récemment pour essayer d'améliorer la situation, il y a lieu de mentionner diverses mesures de soutien à l'éducation des filles réfugiées au Kenya, en Ouganda, au Pakistan et en Namibie, ainsi qu'à celle des jeunes mères réfugiées en Guinée et au Kenya; l'aménagement d'écoles pour réfugiés en Ouganda avec l'installation de toilettes séparées pour les garçons et pour les filles; et la distribution en Guinée de vêtements pour les filles.

D. Apatridie

20. Le sort des apatrides et l'action menée par le HCR en leur faveur ont fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre d'une enquête mondiale recommandée dans l'Agenda pour la protection. Cette enquête est conduite à l'aide d'un questionnaire que le HCR a adressé en avril 2003 à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies en leur demandant d'indiquer les mesures prises, les problèmes rencontrés et les mécanismes de coopération susceptibles de contribuer à éviter les cas d'apatridie ou à les réduire.

21. Au cours de l'année écoulée, nombre de pays, en particulier d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, ont sollicité les services d'experts du HCR aux fins de la formulation d'une législation sur la nationalité. Le HCR a fourni des services consultatifs au Timor-Leste après son accession à l'indépendance pour l'élaboration de la première loi du pays sur la nationalité. De même, à sa demande, le Gouvernement de transition de l'Afghanistan a bénéficié de services d'experts sur des questions de nationalité complexes découlant du long éloignement de leur pays de réfugiés afghans et des nombreux mariages et des nombreuses naissances survenus à l'étranger. Le concours du HCR a été aussi sollicité pour régler des problèmes de nationalité soulevés dans des cas de démarcation de frontières, de réunification d'États et de transfert de territoires en Afrique de l'Ouest, dans la corne de l'Afrique, dans le Caucase et en Europe du Sud-Est.

E. La dimension sociale de la protection

22. Bien que n'étant pas nouvelle, la démarche consistant à travailler avec les communautés s'est avérée être un moyen fort efficace d'améliorer la capacité des réfugiés à répondre à leurs propres besoins et à résoudre leurs propres problèmes. Cette démarche s'inscrit dans le droit fil de l'idée-force mise en avant par le Haut Commissaire et qui veut que les réfugiés soient considérés comme un atout plutôt que comme un fardeau pour leur communauté d'accueil. Elle a consisté à associer les réfugiés, en tant que partenaires actifs, à toutes les étapes de l'élaboration des programmes et de la prise de décisions les concernant, en leur donnant ainsi les moyens de renforcer leur protection. À ce titre, par exemple, des mesures ont été prises pour encourager des groupes de femmes et de jeunes à diffuser des informations et à promouvoir l'exécution de programmes communautaires. Des clubs de jeunes ont été mis en place pratiquement partout en Afrique de l'Est et dans la corne de l'Afrique. Des groupes de femmes ont été constitués par exemple en Namibie, tandis qu'une démarche fondée sur la participation de la communauté a permis de répertorier les besoins de réfugiés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient vivant essentiellement dans des zones urbaines.

23. C'est cette démarche qui a été utilisée aussi pour diffuser des informations sur le VIH/sida et sensibiliser l'opinion à ce problème qui continue de soulever de vives préoccupations. Dans un pays au moins, qui compte de nombreux cas de parents uniques réfugiés morts du sida, le HCR s'est employé à mettre en oeuvre des solutions pour les orphelins, notamment en recherchant les autres membres de la famille ou en cherchant une famille nourricière. Parallèlement, il s'attache à battre en brèche l'idée communément admise selon laquelle l'arrivée de réfugiés accroît le risque d'infection par le VIH ou le risque de contracter le sida. Ces allégations ou comportements dénués de tout fondement peuvent donner lieu à des pratiques discriminatoires s'agissant des procédures d'admission, de l'enregistrement ou des normes applicables au traitement des réfugiés. Le HCR a continué, dans cet esprit, de s'opposer au dépistage obligatoire chez les demandeurs d'asile et les réfugiés, et dans un pays, ses interventions ont amené les services d'immigration à lever l'obligation d'examen médical.

F. « Convention Plus »

24. Comme souligné lors des Consultations mondiales, la protection internationale des réfugiés aujourd'hui appelle des engagements en faveur d'une action multilatérale, élément clef à la fois de la répartition plus équitable de la charge et de la recherche de solutions durables. Pour susciter des engagements dans ce sens, le Haut Commissaire a lancé une nouvelle initiative connue sous le nom de « Convention Plus ». L'idée est de conclure des accords ou des arrangements spécifiques appelés à mieux répartir la charge et à faciliter la recherche de solutions durables, notamment dans les cas où les réfugiés attendent depuis trop longtemps de retrouver une vie normale. Cette démarche pourrait par ailleurs contribuer à réduire les mouvements secondaires de réfugiés. Le Haut Commissaire a mis sur pied un forum, au sein duquel les gouvernements débattront de l'élaboration d'arrangements spécifiques. Le Forum tiendra sa première session à la fin du mois de juin 2003.

III. Opérations : réalisations, problèmes et nouvelles pistes

25. De nouveaux mouvements de réfugiés importants du Libéria vers la Sierra Leone (53 000), la Guinée (32 900) et la Côte d'Ivoire (18 500) ont été signalés au cours de l'année 2002. Ailleurs, 19 000 citoyens de la République démocratique du Congo ont pris le chemin de l'exode vers le Burundi, et la République-Unie de Tanzanie a accueilli 28 500 réfugiés venus du Burundi et 17 000 venus de la République démocratique du Congo. De nouveaux afflux de réfugiés importants ont été signalés par le Tchad (20 000 réfugiés venus de la République centrafricaine), le Cameroun (17 000 réfugiés venus du Nigéria) et le Yémen (13 300 réfugiés somaliens).

26. En 2002, près de 2 millions de réfugiés afghans sont retournés dans leur pays avec l'aide du HCR : ils venaient essentiellement du Pakistan (1,6 million) et de la République islamique d'Iran (380 000). De nombreux autres ont regagné leur pays « spontanément », sans l'aide du HCR. Toujours en 2002, d'autres groupes importants de réfugiés ont regagné leur pays, dont l'Angola (88 000), la Sierra Leone (76 000), le Burundi (53 000), le Rwanda (38 000), la Somalie (32 000), le Timor-Leste (31 900) et la Bosnie-Herzégovine (37 000). Parmi les pays de premier asile qui ont signalé d'importants départs de réfugiés vers leur pays pour s'y réinstaller avec l'aide du HCR il y a lieu de citer la Turquie (2 900), le Pakistan (2 100), le Kenya (1 900), l'Égypte (1 700) et la Croatie (1 500).

27. La section qui suit rend compte brièvement de l'action conduite par le HCR pour trouver des solutions durables en faveur des personnes qui relèvent de sa compétence, des principaux problèmes rencontrés et de certaines pistes à l'étude.

A. Rapatriement librement consenti

28. Si le retour des réfugiés dans leur foyer est bien la solution à laquelle va la préférence, alors on peut dire que l'année 2002 a été marquée par un certain nombre de succès. Le mouvement le plus spectaculaire a été le retour massif de près de 2 millions de réfugiés afghans, en provenance principalement de la République islamique d'Iran et du Pakistan. Parallèlement, le HCR a aidé 230 000 personnes déplacées à rentrer chez elles. Il s'agissait là de l'opération de rapatriement la plus importante menée par le Haut Commissariat depuis plusieurs décennies. Elle a mis en lumière certains des problèmes qui ont amené le HCR à explorer de nouveaux moyens de contribuer à assurer un retour durable. Les espérances et les attentes nées de la perspective de pouvoir enfin regagner son foyer ont été tempérées par la dure réalité. L'Afghanistan, dévasté par des décennies de guerre et une grave sécheresse dans le sud, manquait des infrastructures sociales les plus fondamentales et de possibilités d'emploi rémunéré. La plupart des rapatriés étaient pauvres et non qualifiés et peu d'entre eux possédaient des terres. Sur le plan de la sécurité, la situation en de nombreux points du pays présentait des risques aussi bien pour les personnes rapatriées que pour le personnel, et elle s'est encore détériorée en 2003, compromettant les efforts déployés pour engager le processus de reconstruction.

29. La tâche de reconstruction est énorme. Comme l'a dit une personne rapatriée, « Nous sommes revenus parce que nous avons appris que la paix et la sécurité régnaient. Mais il n'y a pas de travail, et il n'y a nul endroit où nos moyens nous permettraient de vivre. Nous sommes libres désormais, mais ce n'est pas la liberté

qui nous donne à manger⁵. ». Les partenariats et la coordination s'avèrent essentiels. Dès le départ, le HCR s'est attaché, dans le cadre de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), à nouer des liens de collaboration avec les autorités de transition, le Gouvernement pakistanais et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, et aussi à mobiliser un appui international en faveur de l'opération. Des accords tripartites ont été signés en 2002 avec les gouvernements de plusieurs pays d'Europe de l'Ouest, qui ont ouvert une nouvelle voie. Ils visaient à inscrire l'opération de rapatriement à l'intérieur d'un ensemble de principes et à aider les gouvernements à le conduire par étapes tout en se souciant de la protection. En Afghanistan même, le Haut Commissariat a aidé à renforcer les moyens des ministères avec lesquels il entretient des relations de travail étroites, en y détachant des membres de son personnel et en assurant la formation du personnel des ministères concernés. Un des objectifs majeurs a consisté à associer les réfugiés rapatriés et les personnes déplacées à tous les programmes de développement. Parallèlement, le Haut Commissariat a mis en place à travers tout le pays un réseau d'observatoires de la protection et apporté son assistance à l'installation de la Commission afghane des droits de l'homme. S'appuyant sur l'expérience acquise en 2002, il a élaboré une stratégie qui permettra de poursuivre l'opération jusqu'aux élections prévues en Afghanistan pour 2004.

30. Les nouveaux accords de paix conclus en Angola, en Sierra Leone et à Sri Lanka ont aussi ouvert la voie à d'importantes opérations de rapatriement. Au terme de la guerre civile en Sierra Leone qui a duré 10 ans, la communauté internationale a engagé une action humanitaire, politique et militaire sans précédent, qui a contribué à consolider le processus de paix, à achever le désarmement et à démobiliser les anciens soldats, de même qu'à assurer une certaine stabilité dans le pays pour permettre aux opérations de retour de commencer. À Sri Lanka, la confiance née de l'accord de cessez-le-feu de février 2002 et les pourparlers de paix entre le Gouvernement et les Liberation Tigers of Tamil Eelam (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) qui ont suivi ont convaincu plus de 250 000 personnes déplacées de retourner au cours de l'année considérée dans leur lieu d'origine. Plusieurs centaines de réfugiés originaires du Tamil Nadu qui avaient gagné le sud de l'Inde sont retournés chez eux de leur propre chef, et ces mouvements ont conduit le HCR à réorganiser sa présence sur place de manière à assurer dans ces nouvelles conditions une protection adéquate et la fourniture d'une assistance à bref délai. Près de 100 000 réfugiés angolais qui se trouvaient dans des pays limitrophes sont rentrés chez eux spontanément. Des Angolais vivant en République démocratique du Congo, en Namibie et en Zambie devaient être rapatriés en mai 2003.

31. Le retour au Timor-Leste de quelque 32 000 réfugiés a marqué la fin des opérations de rapatriement librement consenti de Timorais vers leur pays nouvellement indépendant. Ailleurs, des réfugiés érythréens qui avaient fui leur pays avant 1991 ou lors du conflit frontalier qui avait opposé l'Éthiopie et l'Érythrée (1998-2000) sont retournés dans leur pays. Néanmoins, vu les risques de résurgence du conflit et l'insécurité alimentaire que connaît la région, ce retour s'est accompagné d'une action menée pour garantir sa durabilité et répondre aux besoins des communautés d'accueil.

⁵ Magazine « Réfugiés », vol. 4, No 129, 2002 (HCR).

32. Dans les Balkans, le nombre des personnes rapatriées a augmenté régulièrement. Dans le cadre de l'Accord de Dayton, plus de 100 000 personnes appartenant à des groupes minoritaires ont regagné en 2002 leur foyer en Bosnie-Herzégovine, ce qui est un chiffre record. Lors de sa réunion tenue en juin 2002, le Groupe de travail chargé des questions humanitaires a fait sien le plan prévoyant que le HCR se libérera graduellement, en deux ans, des obligations qui lui incombent en vertu de cet accord, de même que des obligations qu'il a contractées dans l'ex-République yougoslave de Macédoine au titre de l'Accord-cadre d'Ohrid. Néanmoins, malgré d'importants progrès enregistrés en Europe du Sud-Est, la question de la durabilité des solutions mises en place pour les personnes de retour dans leur foyer est demeurée fort préoccupante.

B. Intégration sur place

33. Lorsque le rapatriement n'est guère probable et que les conditions, notamment la politique nationale, sont favorables, l'intégration sur place des réfugiés peut constituer une solution de rechange constructive, susceptible d'offrir de nombreux avantages aux pays d'accueil s'ils veulent bien l'accepter. En 2002-2003, le HCR a continué de s'employer à faire reconnaître la capacité de production des réfugiés et cherché de nouvelles possibilités d'intégration sur place.

34. L'Initiative en Zambie visait à permettre aux réfugiés de subvenir à leurs propres besoins en exerçant des activités s'inscrivant dans le cadre de projets agricoles et du petit commerce, et elle a déjà eu des effets positifs sur l'économie locale. Elle sert de modèle de programme de coexistence pacifique entre les communautés d'accueil locales et les réfugiés qui ont opté pour l'intégration sur place. Elle est placée sous la direction du Gouvernement zambien, et le HCR y joue un rôle catalyseur. Elle est allée de l'avant en 2002, offrant des exemples encourageants de soutien multilatéral et bilatéral dans des domaines comme la construction et l'équipement d'infrastructures locales, la formation à la mise en valeur de coopératives agricoles et la lutte contre le VIH/sida. De même, en Ouganda, la stratégie d'autosuffisance a progressé au cours de l'année grâce, pour une large part, aux mesures prises par le Ministère chargé de la gestion des catastrophes et des réfugiés pour préciser le but et les objectifs de la stratégie avec les autorités des districts accueillant des réfugiés. Ces campagnes de sensibilisation ont permis de dissiper les appréhensions et ont abouti au transfert aux autorités locales des activités en matière d'éducation, de santé, d'environnement et de revenus.

C. Réinstallation

35. On a enregistré dans l'année quelque 7 000 cas de réinstallation (soit 20 000 personnes). Ce chiffre, nettement inférieur à celui de 2001, s'explique en partie par la montée des inquiétudes quant à la sécurité nées des attaques terroristes du 11 septembre 2001, qui ont amené certains grands pays de réinstallation à restreindre provisoirement les admissions sur leur territoire.

36. La réinstallation est cependant demeurée un puissant instrument de protection. On peut citer par exemple la réinstallation d'environ 900 montagnards vietnamiens suite à la rupture d'un accord tripartite conclu avec le Cambodge et le Viet Nam.

Après avoir recherché des années durant une solution pour quelque 12 000 réfugiés somaliens d'origine bantoue qui ont attendu pendant une dizaine d'années dans des camps, principalement au Kenya, le HCR a fini par obtenir l'accord des États-Unis pour réinstaller la majeure partie d'entre eux. Les opérations de réinstallation ont débuté en mai 2003 sous les auspices de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

37. Au cours de l'année considérée, les bureaux extérieurs sis au Cameroun, en Côte d'Ivoire, dans la Fédération de Russie, au Ghana, en Guinée, en Inde, au Népal et en République-Unie de Tanzanie ont reçu un appui et une formation techniques en matière de réinstallation. Le nouveau système de gestion des réinstallations pour l'Afrique, conçu en 2001 en réaction aux allégations de corruption touchant des activités de réinstallation du Bureau du HCR à Nairobi, vise à garantir à tous les réfugiés qui réunissent les conditions requises l'égalité d'accès aux dispositifs de réinstallation et à préserver l'intégrité du processus de réinstallation. Trois grands centres chargés de la réinstallation doivent être établis à Accra, Nairobi et Pretoria, ce qui permettra aux bureaux nationaux d'améliorer et de renforcer le traitement des opérations. La démarche suivie en la matière repose sur des consultations et une collaboration étroite avec le gouvernement des pays de réinstallation, l'OIM et les organisations non gouvernementales compétentes, et a pour objet de faciliter la réinstallation et de diversifier l'origine des réfugiés appelés à être réinstallés grâce à des procédures opérationnelles harmonisées.

38. Le HCR a aidé de nouveaux pays de réinstallation comme le Bénin, le Brésil, le Burkina Faso et le Chili à renforcer leurs capacités d'accueil et d'intégration des réfugiés. Au départ, la mise en oeuvre des programmes concernant le Brésil et le Chili a connu certaines difficultés, car la situation socioéconomique des pays hôtes ne répondait pas aux attentes des réfugiés réinstallés. Des mesures ont été prises pour fournir des informations plus détaillées sur la situation des pays de réinstallation.

D. Réfugiés et personnes déplacées de longue date

39. Les progrès constatés dans un certain nombre de régions en 2002 dont il est rendu compte ci-après ne sauraient masquer le sort de millions d'autres réfugiés et personnes déplacées de longue date. Nombre d'entre eux demeurent enfermés dans un cercle vicieux de conflits et de troubles récurrents; ils voient leur situation s'éterniser et les possibilités de solution durable s'amoinir.

40. Au cours de l'année écoulée, le conflit au Libéria, conjugué aux troubles qui ont éclaté dans la Côte d'Ivoire voisine – pays qui avait commencé à offrir dans sa région occidentale des possibilités d'intégration sur place pour des réfugiés libériens et sierra-léonais –, a donné lieu à de nouveaux mouvements massifs de populations à l'intérieur du Libéria lui-même et au-delà de ses frontières. Ailleurs en Afrique, de nombreux cas de mouvements de populations remontant à plusieurs années n'ont toujours pas été réglés, et aucune solution n'est en vue. Au Burundi, une opération de rapatriement limitée a commencé en 2002, mais la persistance de l'insécurité a compromis la réalisation par le HCR d'un vaste programme de rapatriement.

41. Dans le nord du Caucase, l'incertitude politique et l'insécurité chronique visant aussi bien des personnes relevant de la compétence du HCR que le personnel humanitaire ont persisté en 2002 et début 2003, faisant obstacle à la mise en oeuvre

de solutions durables. En Colombie, la violence généralisée, l'insécurité et la prise délibérée de civils pour cibles ont laissé peu d'espoir de retour pour plus de deux millions de personnes déplacées, et la crise humanitaire a continué d'empirer. Le Haut Commissaire s'est rendu dans ce pays en novembre 2002 pour s'entretenir avec le Président et présenter le Plan d'action humanitaire des Nations Unies. Par ailleurs, le conflit en Colombie a eu des répercussions dans des pays voisins, ainsi qu'au Costa Rica, où le Haut Commissariat a aidé quelque 21 000 réfugiés et demandeurs d'asile colombiens.

42. Plus de 10 ans après avoir trouvé un asile temporaire dans l'est du Népal, plus de 100 000 réfugiés bhoutanais relevaient encore de la protection et de l'assistance du HCR. La plupart d'entre eux ont exprimé le souhait d'être rapatriés; mais dans l'attente de la conclusion d'un accord bilatéral entre les gouvernements concernés, aucun signe concret de solution à brève échéance n'était en vue. Toujours à propos de la région Asie-Pacifique, suite à l'opération réussie de rapatriement, ces 10 dernières années, de 236 000 réfugiés musulmans vers l'État de Rakhine, au nord du Myanmar, le Haut Commissariat a continué de rechercher des solutions pour 21 000 réfugiés se trouvant toujours au Bangladesh. En accord avec le Gouvernement, le HCR a envisagé d'achever la phase principale du programme de rapatriement au cours du premier semestre de 2003 et le programme d'assistance d'ici à la fin de l'année. Les efforts entrepris pour accélérer le rapatriement librement consenti des réfugiés remplissant les conditions requises seront intensifiés en liaison avec les gouvernements concernés, et, agissant avec les organismes des Nations Unies et d'autres organismes d'aide au développement, le HCR exécutera des projets d'auto-assistance en faveur aussi bien des résidents locaux que des réfugiés non rapatriés en attendant qu'ils le soient.

43. En Afrique du Nord, les réfugiés sahraouis vivant dans les camps établis à Tindouf ont continué d'attendre, plus d'un quart de siècle après le déclenchement du conflit, une solution politique au problème du Sahara occidental. Parallèlement à l'action menée par le Représentant spécial du Secrétaire général, le HCR a essayé de mettre en oeuvre des mesures propres à renforcer la confiance, notamment d'organiser des visites familiales entre les communautés sahraouies vivant sur le territoire et celles vivant dans les camps de Tindouf. Les efforts n'ont cependant pas abouti, en raison de l'existence d'un désaccord quant aux modalités à appliquer à la sélection des participants au programme de visites. Le HCR et le Représentant spécial du Secrétaire général cherchent les moyens de faire avancer ce projet.

E. Nouvelles pistes opérationnelles

44. Comme noté dans l'introduction du présent rapport, des efforts intenses ont été déployés en 2002 afin de trouver des solutions novatrices pour les réfugiés de longue date. S'appuyant sur l'expérience acquise, le Haut Commissariat s'est employé à élaborer de nouvelles stratégies et à établir de nouveaux partenariats en vue de renforcer les possibilités d'autonomie des réfugiés et de faciliter la recherche de solutions durables. Il s'agit en particulier de la stratégie de collaboration institutionnelle dite des « 4R », qui consiste à établir des liens entre les processus de rapatriement, de réintégration, de réhabilitation et de reconstruction à l'issue des conflits, de manière à favoriser un retour durable, à contribuer à lutter contre la pauvreté et à aider à la mise en place d'une bonne gouvernance au niveau local. Des projets pilotes ont été lancés en 2002 dans le cadre de plusieurs opérations de retour.

En Sierra Leone, le PNUD, la Banque mondiale et le HCR ont constitué en novembre 2002 un groupe de travail sur les « 4R », et une coopération étroite portant sur les problèmes de transition est maintenue avec l'Équipe de pays des Nations Unies. Au nombre des domaines de coopération possibles, il y a lieu de citer la gestion de l'information, les projets d'autonomisation des communautés et la réorganisation des services éducatifs dans les principales zones de retour. En Érythrée, un programme de relèvement a été conçu en collaboration avec le Gouvernement et l'Équipe de pays des Nations Unies. L'idée est d'assurer la réinsertion et la réadaptation socioéconomiques durables des personnes rapatriées grâce à des actions locales qui bénéficient aussi aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil vivant dans les régions considérées. Ce programme a été établi de concert par le Gouvernement et le Groupe thématique des Nations Unies sur le relèvement, qui opère à l'intérieur du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. À Sri Lanka, la stratégie mise en oeuvre pendant la période de transition, et à laquelle sont associés les organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, vise à accroître le montant des ressources allouées aux activités de rapatriement, réintégration, réhabilitation et reconstruction menées en partenariat avec le Gouvernement et les donateurs. Un exercice de « compilation » est en cours, qui a pour objet d'améliorer la gestion des données concernant les besoins des personnes déplacées et rapatriées et qui consiste en particulier à établir la carte des populations et des zones cibles, et à déterminer les capacités d'absorption des personnes rapatriées. Il est envisagé d'élaborer à partir des résultats concluants de ces projets pilotes des règles d'engagement en ce qui concerne la stratégie des « 4R » et de les adapter à d'autres situations analogues.

45. On ne saurait nier que les réfugiés, notamment lorsqu'ils sont en grand nombre, grèvent lourdement les ressources locales du pays d'accueil; mais ils constituent aussi un énorme atout et une énorme ressource tant humaine que matérielle. Si on leur donne les moyens de se prendre en charge dans un environnement qui permet une interaction socioéconomique avec la population locale, ils peuvent devenir des agents du développement local. Le HCR promeut ce concept depuis des années, en l'associant à l'idée que des programmes d'intégration sur place des réfugiés peuvent aussi offrir des possibilités de développement aux communautés locales et aux gouvernements hôtes concernés. Certes, les tentatives faites pour mettre en oeuvre des stratégies d'autosuffisance en faveur des réfugiés ou des personnes déplacées de longue date n'ont reçu qu'un appui tardif, mais il existe aujourd'hui un ou deux exemples de partenariat dans ce sens, notamment l'Initiative en Zambie et la Stratégie d'auto-assistance en Ouganda. Des efforts sont actuellement en cours pour appliquer des stratégies analogues ailleurs.

46. L'aide au développement en faveur des réfugiés repose sur l'établissement de partenariats entre les gouvernements, les organisations humanitaires et les institutions multilatérales et bilatérales d'aide au développement et vise à mieux répartir la charge tout en améliorant les conditions d'asile des réfugiés. Cette idée a été explorée par un groupe de discussion constitué dans le cadre de la cinquante-troisième session du Comité exécutif et chargé d'examiner les moyens d'inscrire au programme du NEPAD les questions concernant les réfugiés. C'est aussi cette démarche qui a été à l'origine de la convocation d'un Forum du Haut Commissaire sur les accords spécifiques, ayant pour thème central le partage de la charge.

IV. Coordination et partenariats

47. Nombre des informations qui précèdent illustrent la coopération de plus en plus poussée sous le signe de laquelle l'action du HCR est placée, de même que la solidité de plus en plus marquée de ses partenariats avec les organismes des Nations Unies et d'autres organisations, notamment les organisations non gouvernementales. Le travail accompli par le Groupe de travail chargé de la prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles dans les situations de crise humanitaire, qui relève du Comité permanent interorganisations, constitue un des exemples les plus marquants de cette collaboration en 2002. Après l'adoption par le Groupe de travail d'un plan d'action d'ensemble, le HCR a continué à participer activement tout au long de l'année aux activités de suivi. L'action que le HCR a entreprise, en collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et d'autres, dans le cadre du Plan d'action humanitaire pour les personnes déplacées en Colombie, et celle qu'il a conduite en coopération avec des organismes comme le PNUD, l'UNICEF, le PAM, l'OIT et la Banque mondiale au titre de projets de portée nationale visant à mettre en oeuvre les concepts des « 4R », de DLI et d'aide au développement en faveur des réfugiés ont fidèlement reflété la nature complexe des accords de partenariat qu'il a établis avec les organisations humanitaires, le monde politique et les acteurs du développement. Le Haut Commissariat a continué de participer au système des coordonnateurs résidents, à la fois sur le terrain, à travers une collaboration accrue au sein des Équipes de pays des Nations Unies, et au siège, où il participe au Groupe consultatif interorganisations chargé de la sélection des coordonnateurs résidents.

48. En Colombie, le HCR a joué un rôle catalyseur s'agissant de la question des personnes déplacées, rôle qui entre dans le cadre de sa mission en tant que coordonnateur pour l'ensemble du système des Nations Unies de l'action en faveur des personnes déplacées. Des règles claires régissant la coordination en matière humanitaire ont été conclues avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, lequel a fourni un appui technique au HCR. Le Haut Commissariat a par ailleurs travaillé avec le Représentant spécial du Secrétaire général, le Coordonnateur résident et l'Équipe de pays des Nations Unies, de même qu'avec le CICR, à l'élaboration d'une stratégie commune en faveur des personnes déplacées. Ce processus a abouti à l'adoption du Plan d'action humanitaire pour la Colombie.

49. Le HCR est devenu en avril 2003 membre à part entière du Groupe des Nations Unies pour le développement. Il entend ainsi renforcer la coordination entre ses activités et celles des agents de développement et, partant, faire en sorte qu'il soit dûment tenu compte des réfugiés et des personnes de retour dans leurs foyers lors de la formulation des politiques et des programmes ayant un lien avec la mise en oeuvre de solutions durables. Il cherche par ailleurs à aligner ses objectifs plus fidèlement sur les objectifs de développement du Millénaire et à jouer un rôle plus actif au sein du système des coordonnateurs résidents.

50. Dans le prolongement des travaux d'un atelier organisé en mai 2002 sur le thème « Protection et solutions dans les situations de déplacement interne : tirer les leçons de l'expérience opérationnelle du HCR », le Haut Commissaire a communiqué au Coordonnateur des secours d'urgence du Bureau de la coordination des affaires humanitaires la liste des opérations en faveur des personnes déplacées dans lesquelles le HCR est engagé à travers le monde. Il a également fait part de sa volonté de s'entretenir d'autres opérations auxquelles le HCR pourrait participer

dans le cadre des arrangements communs des Nations Unies pour faire face à de telles situations. Agissant en consultation étroite avec le réseau interorganisations sur les déplacements internes et sur les conseils techniques du Groupe de travail du Comité permanent interorganisations, le Groupe des déplacements internes créé au sein du Bureau de la coordination des affaires humanitaires a entrepris de passer en revue les activités des Nations Unies intéressant les personnes déplacées, afin de renforcer la coordination de l'action menée en matière de protection et d'assistance en faveur des 25 millions de personnes déplacées à travers le monde. Le HCR a par ailleurs travaillé en relation étroite avec le Groupe des déplacements internes du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, en détachant deux de ses administrateurs de rang élevé dans différents contextes et en participant à un certain nombre de missions.

51. Parmi les autres exemples de coopération établie avec des organismes des Nations Unies, il y a lieu de citer la signature avec le PNUD, en Afghanistan, en janvier 2003, d'un mémorandum d'accord reposant sur le concept des « 4R » et axé sur la fourniture d'une assistance aux communautés ou aux zones qui comptent un nombre élevé de personnes rapatriées. De même, début 2003, un accord tripartite a été signé par le HCR, le PNUD et le Ministère de la réhabilitation et du développement rural touchant la coordination des activités de réinsertion. En novembre 2002, le HCR a signé avec l'UNICEF un mémorandum d'accord officialisant la collaboration entre les deux organisations dans de nombreux domaines, dont la protection des enfants, l'éducation et la santé, l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les régions comptant un grand nombre de personnes rapatriées ou déplacées.

52. Un mémorandum d'accord révisé a été signé en juillet 2002 avec le PAM, qui vise à renforcer la sécurité alimentaire dans son ensemble aussi bien pour les réfugiés que pour les autres personnes concernées, et qui constitue à certains égards une évolution importante.

53. À cette date, quatre pays (Ouganda, Pakistan, Sierra Leone et Zambie) ont été retenus pour piloter le transfert du HCR au PAM de la responsabilité de la distribution finale des vivres aux bénéficiaires.

54. D'autre part, le mémorandum d'accord conclu en 1996 avec l'UNICEF a fait l'objet d'un examen attentif, dont l'objet était de renforcer la collaboration dans des domaines comme l'éducation et la santé, les enfants séparés de leur famille non accompagnés, la sensibilisation aux risques posés par les mines, l'appui psychosocial, le VIH/sida, la nutrition et l'assainissement. Les deux organisations mettent aussi l'accent sur les questions liées à la protection, y compris l'exploitation, les sévices et les violences sexuels, l'enregistrement des naissances et la sécurité des personnels et des réfugiés. De même, des innovations ont été apportées à la coopération avec l'OIT, dont l'action complémentaire en matière d'emploi et de protection sociale a un lien particulier avec les programmes d'aide aux personnes déplacées mis en oeuvre en Afghanistan, à Sri Lanka, en Somalie et en Colombie.

55. En ce qui concerne la coopération du HCR avec les organisations n'appartenant pas au système des Nations Unies, celle établie avec le CICR a continué d'occuper une place prépondérante. En mars 2003, dans le contexte de la crise en Iraq, le HCR et le CICR ont adressé à leurs personnels respectifs une note interne commune sur la collaboration entre les deux organisations, énonçant les

directives applicables au rôle et aux opérations respectifs de chacune d'elles. Toujours en mars 2003, les hauts responsables du HCR et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont signé un accord-cadre liant les deux organisations et les différentes sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et concernant la crise en Iraq et la fourniture éventuelle d'une assistance humanitaire aux pays voisins.

56. La coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a acquis une dimension de plus en plus grande dans le cadre du débat sur le lien entre la migration et l'asile qui a cristallisé l'attention ces dernières années dans le monde entier. Le Groupe d'action sur l'asile et la migration (AGAMI) créé par le HCR et l'OIM fin 2001 a poursuivi ses réunions en 2002 en vue d'intensifier le dialogue, de passer en revue les questions de fond touchant la gestion des problèmes de migration et d'asile et de renforcer la coopération entre les deux organisations. Début 2003, le Directeur général de l'OIM et le Haut Commissaire ont adressé à leurs personnels respectifs une lettre commune traitant du retour des personnes dans leurs foyers, et en particulier de la collaboration dans le rapatriement des Afghans et le rapatriement des demandeurs d'asile dont la demande est rejetée ou qui consentent librement à être rapatriés avant que ne s'achève le traitement de leur demande d'asile. Ce débat a été depuis élargi au Haut Commissariat aux droits de l'homme, à l'OIT et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dans le souci de renforcer encore la coordination de l'action menée en matière de migration et d'asile.

57. Par ailleurs, le HCR a poursuivi la coopération étroite qu'il a établie avec des organisations non gouvernementales, qui jouent un rôle opérationnel clef dans son action. Il entend consolider son partenariat avec les organisations non gouvernementales pour faire en sorte que soient respectées les normes minimums de protection et d'assistance et que les ressources soient effectivement affectées aux réfugiés globalement. Il a procédé dans un certain nombre de pays d'Afrique à deux études portant sur la collaboration avec des organisations non gouvernementales nationales, qui ont permis de recueillir des données qui serviront utilement à consolider les partenariats. Au cours de l'année considérée, le HCR a distribué par l'entremise de quelque 700 organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales partenaires une assistance se chiffrant à 330 millions de dollars des États-Unis (soit plus d'un tiers du budget annuel). Les organisations non gouvernementales constituaient le groupe le plus important de cet ensemble, 553 d'entre elles ayant reçu au total 224 millions de dollars des États-Unis au titre d'accords de projet, dont trois sur quatre avaient été conclus avec des organisations non gouvernementales nationales ou locales. Suite aux allégations portées contre des travailleurs humanitaires sur le terrain pour violences ou exploitation sexuelles, le HCR et les organisations non gouvernementales, agissant de concert, ont réexaminé leurs procédures et pris des mesures préventives et correctives. Les organisations non gouvernementales ont joué un rôle actif au sein du Groupe de travail chargé de la prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles dans les situations de crise humanitaire, qui relève du Groupe permanent interorganisations. Le HCR, de son côté, a participé aussi à un certain nombre d'initiatives prises par des organisations non gouvernementales, comme les projets Sphere Project, Reach Out Protection Training et Humanitarian Accountability Project. De même, les organisations non gouvernementales ont souvent participé, soit directement soit à titre consultatif, aux évaluations internes du HCR. En 2002, elles ont joué un rôle

actif dans la gouvernance du HCR, à travers leurs interventions sur des questions inscrites à l'ordre du jour du Comité exécutif du HCR et dans le cadre des Consultations mondiales sur la protection internationale, apportant ainsi une perception et une expérience du terrain utiles tout au long du processus qui a abouti à l'élaboration de l'Agenda pour la protection.

V. Gestion et contrôle des programmes

A. Financement

58. 2002 a été encore une année de restrictions budgétaires, avec des recettes s'établissant en deçà des besoins, malgré le soutien remarquable des donateurs, dont quelques nouveaux. Le Comité exécutif a approuvé pour 2002 un budget-programme annuel s'élevant à 828,6 millions de dollars des États-Unis. Au cours de l'année, des programmes supplémentaires destinés essentiellement à faire face aux nouvelles situations créées en Afghanistan, en Angola et en Afrique de l'Ouest ont porté le montant total révisé des besoins à 1 milliard 57 millions de dollars des États-Unis. Quant aux contributions, leur montant total a atteint en 2002 815,8 millions de dollars des États-Unis. Ce chiffre était plus élevé que celui de l'année précédente, encore que les contributions au titre du budget-programme annuel aient légèrement reculé.

59. En 2002, les dépenses se sont montées au total à 926,4 millions de dollars des États-Unis, comme indiqué dans le tableau figurant à la fin du présent rapport. Ventilées par région, s'inscrivaient en tête les dépenses engagées en Afrique (environ 315,1 millions de dollars des États-Unis), suivies de celles engagées en Asie centrale, en Asie du Sud-Ouest, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (environ 248,6 millions de dollars des États-Unis).

60. Par type d'assistance, la plus grande part des dépenses est allée aux solutions durables (32 %, soit une augmentation sensible par rapport à 2001).

61. Le déficit récurrent auquel le HCR a à faire face année après année a amené le Haut Commissaire à inscrire cette question au nombre de celles examinées dans le cadre du processus « HCR 2004 », à propos duquel l'Assemblée générale, à sa cinquante-septième session, a demandé un rapport distinct⁶. Dans l'intervalle, le HCR a redoublé d'efforts pour diversifier sa base de financement et explorer de nouvelles pistes, dont un programme visant à accroître les sources de financement non gouvernementales. De même, il s'est employé activement à s'assurer des sources de financement complémentaires pour contribuer à la mise en oeuvre de solutions durables.

62. Le Comité exécutif a été étroitement associé aux débats qui se sont tenus tout au long de l'année sur les mécanismes de financement. Il a adopté à sa cinquante-troisième session une décision dans laquelle il a réaffirmé son appui aux efforts faits par le HCR pour élargir et diversifier la base de ses donateurs⁷ afin d'accroître la prévisibilité du financement de ses programmes. D'un autre côté, les consultations avec les donateurs sont devenues une caractéristique courante de la démarche suivie par le HCR en matière budgétaire; elles permettent à la fois d'informer par avance des déficits anticipés pour limiter les effets préjudiciables sur les bénéficiaires des coupes budgétaires subites et de maintenir la confiance des partenaires du HCR chargés d'exécuter ses programmes.

63. Ces stratégies ont continué d'être appliquées pour le budget de l'année en cours, au titre duquel le Comité exécutif, lors de sa cinquante-troisième session tenue en octobre 2002, a approuvé un budget à hauteur de 836 millions de dollars

⁶ Résolution 57/186 de l'Assemblée générale.

⁷ A/AC.96/973, par. 25.

des États-Unis environ⁸. Des programmes supplémentaires, pour un coût de 264,7 millions de dollars des États-Unis, ont été jusqu'ici approuvés et concernent essentiellement des opérations en Afghanistan et en Afrique de l'Ouest. À la date du 21 mai 2003, les contributions se chiffraient à 502,3 millions de dollars des États-Unis. Le Haut Commissariat poursuivra ses efforts selon le schéma déjà tracé, et le Haut Commissaire espère que le processus « HCR 2004 » permettra de financer les programmes du HCR de façon plus complète et plus prévisible.

B. Contrôle et vérification des comptes

64. En vertu d'un memorandum d'accord signé en avril 2001, les contrôles internes incombent au Service de vérification des comptes du HCR, qui relève du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU. En 2002, des vérifications des comptes ont été effectuées dans 35 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. Vu l'ampleur et la complexité de l'opération du HCR en Afghanistan, une équipe de vérificateurs des comptes a été installée à Islamabad et chargée d'assurer la continuité de la vérification des comptes et de fournir des services consultatifs aux fins de vérifications internes efficaces.

65. Le Bureau des services de contrôle interne a introduit en 2002 un système qui permet de mesurer l'efficacité de l'application des principaux outils de contrôle interne. Il consiste à dresser un tableau comparatif des opérations menées par le HCR dans les différents pays pour déterminer celles qui sont bien administrées ou celles qui appellent des mesures correctives. Soixante-deux pour cent des opérations qui ont fait l'objet d'un rapport de vérification des comptes en 2002 se situaient dans la moyenne des normes, 16 % au-dessus, quelques-unes bien au-dessus et 22 % en deçà. Les stratégies de suivi des programmes, en particulier, ont été jugées inadéquates. Faute de critères appropriés en fonction desquels mesurer la réalisation des objectifs opérationnels, il n'a pas été toujours possible d'apprécier l'efficacité et l'impact des programmes. Des contrôles approfondis de programmes administrés au siège ont été effectués en 2002, dont un portant sur le service des achats. Il a été conclu que ce service était bien administré et que les politiques et les procédures suivies répondaient généralement aux normes. Toutefois, dans ce cas aussi, faute de critères applicables à l'ensemble des aspects du cycle des achats, il a été difficile d'apprécier dans son ensemble la mesure dans laquelle les objectifs avaient été atteints.

66. Dans le cadre de ses attributions, le Bureau de l'Inspecteur général du HCR a procédé à des inspections de routine et effectué des enquêtes spécifiques en réponse à des allégations de faute. En 2002, des inspections de routine ont été conduites dans les pays suivants : Bangladesh, Fédération de Russie, Ghana, Jordanie, Liban, Myanmar, Népal, République arabe syrienne, République du Congo et République démocratique du Congo. Les rapports de ces inspections ont permis au Haut Commissaire et à ses cadres administratifs supérieurs d'avoir un aperçu indépendant et objectif des performances, mettant en lumière les principales questions et problèmes et les meilleures pratiques susceptibles d'être appliquées ailleurs. Les bureaux qui ont fait l'objet d'une inspection ont trois mois à compter de la publication et des recommandations du Bureau de l'Inspecteur général pour faire part des mesures correctives prises. Le Bureau de l'Inspecteur général a entrepris fin

⁸ Ibid., par. 26.

2002 d'améliorer la base de données sur les recommandations issues des inspections afin de mieux apprécier la suite qui y est donnée. Le Bureau de l'Inspecteur général a vu ses attributions élargies en 2003. Il est désormais appelé aussi à évaluer les stratégies et les politiques suivies dans le cas de certaines situations régionales et sous-régionales et à déterminer les cas dans lesquels il serait possible de renforcer les partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales. C'est dans cet esprit que l'opération en Afghanistan a fait l'objet d'un réexamen, en collaboration étroite avec le Groupe chargé de l'évaluation et de l'analyse de la politique générale.

67. Les moyens du Bureau de l'Inspecteur général ont été renforcés avec l'installation en 2002 d'un groupe restreint chargé des investigations, ce qui réduit la dépendance du HCR vis-à-vis du Bureau des services de contrôle interne. En 2002, le Bureau a reçu 133 plaintes, bien plus qu'en 2001 (12 plaintes). Les allégations allaient de cas de détournement de fonds à des cas d'abus de pouvoirs, d'exploitation sexuelle sur la personne de réfugiés et autres fautes. Les enquêtes conduites ont donné lieu à des recommandations concernant l'adoption de mesures disciplinaires dans 50 % des cas; dans 35 % des cas, il a été conclu que les allégations étaient sans fondement. L'investigation conduite par le Bureau des services de contrôle interne suite aux allégations d'exploitation sexuelle en Afrique de l'Ouest et demandée par le HCR à la fin de l'année 2001 a pris fin en 2002 et un rapport a été soumis à l'Assemblée générale⁹.

C. Évaluation et analyse de la politique générale

68. En matière de politique générale, le HCR a accordé la priorité à l'application d'un ensemble de principes, normes et procédures dont il a été convenu de concert avec les parties prenantes à son évaluation et à son analyse. L'application de cette politique s'est accompagnée d'un programme de formation aux objectifs et aux méthodes d'évaluation à l'intention des fonctionnaires concernés. Il a été ainsi possible de déléguer certaines activités en matière d'évaluation à d'autres services que le Groupe chargé de l'évaluation et de l'analyse de la politique générale. On s'attache actuellement à mettre en place des mécanismes supplémentaires pour veiller à l'application effective des conclusions et des recommandations issues des évaluations. Un de ces mécanismes consiste à inclure cet examen au nombre des missions d'inspection ordinaires du Bureau de l'Inspecteur général.

69. Deux grandes évaluations, portant l'une sur les activités en faveur des enfants réfugiés et l'autre sur les services communautaires, ont été achevées en 2002, ainsi qu'une évaluation des activités relatives aux femmes réfugiées. Vu que ces opérations d'évaluation se chevauchent, leurs conclusions et leurs recommandations, qui couvrent un large éventail de questions de principe et ont mis en lumière l'importance d'une démarche associant les communautés, ont été appréhendées globalement. La mise en oeuvre de ces recommandations est suivie de près dans le cadre des mesures que le HCR et ses partenaires prennent pour réduire les risques de violences et d'exploitation sexuelles sur la personne des réfugiés. Depuis l'achèvement de ces évaluations, le HCR a d'autre part pris l'initiative d'organiser une évaluation interorganisations des services de santé génésique destinés aux réfugiés. D'autres projets sont en cours, dont un examen général et

⁹ A/57/465.

indépendant de la capacité du HCR à surveiller la protection, les droits et le bien-être des réfugiés et un certain nombre d'études détaillées sur les moyens de subsistance des réfugiés, qui s'inscrivent dans le prolongement des études entreprises sur divers continents ces deux dernières années sur les cas de réfugiés de longue date.

70. Le Groupe chargé de l'évaluation et de l'analyse de la politique générale est associé aussi aux études de gestion conduites au sein du HCR, comme celle des normes et des indicateurs appliqués aux activités du HCR en Europe occidentale, ainsi qu'à une évaluation indépendante des programmes du HCR concernant la formation du personnel à la gestion. Au niveau interorganisations, il participe à une évaluation indépendante du Comité permanent interinstitutions, placée sous l'autorité du Bureau de coordination des affaires humanitaires.

Dépenses du HCR en 2002

Activités par bureau régional, pays et type d'assistance

(Toutes sources de fonds confondues – en milliers de dollars des États-Unis)

Bureau régional/pays	Type d'assistance					Appui		Total
	Assistance d'urgence	Soins et entretien	Rapatriement librement consenti	Installation sur place	Réinstallation	Appui au programme	Gestion et administration	
1. Afrique centrale et occidentale								
Bureau régional (Abidjan)	–	–	–	–	–	1 494,0	–	1 494,0
Bénin	19,0	–	–	507,5	–	664,5	–	1 191,0
Cameroun	421,0	168,5	–	–	–	–	–	589,5
Côte d'Ivoire	2 496,1	–	–	2 400,4	–	2 422,5	–	7 319,0
Gabon	–	–	916,0	188,7	–	770,2	–	1 874,9
Gambie	–	244,5	–	60,0	–	–	–	304,5
Ghana	4,5	1 009,2	–	47,6	–	470,0	–	1 531,3
Guinée	3 418,6	17 794,6	2 128,0	449,6	–	3 196,0	–	26 986,8
Libéria	–	3 746,9	2 990,6	–	–	1 850,1	–	8 587,6
Niger	–	–	–	100,4	–	–	–	100,4
Nigéria	–	–	–	322,1	–	652,7	–	974,8
République centrafricaine	–	–	–	1 663,3	–	912,4	–	2 575,7
Sénégal	–	–	–	504,0	–	630,3	–	1 134,3
Sierra Leone	6 183,3	–	18 538,7	1 348,1	–	2 886,4	–	28 956,5
Activités régionales	1 187,3	2 713,7	139,1	530,3	16,2	–	–	4 586,6
Total partiel (1)	13 729,8	25 677,4	24 712,4	8 122,0	16,2	15 949,1	–	88 206,9
2. Afrique de l'Est et corne de l'Afrique								
Bureau régional (Kenya)	–	–	–	–	–	3 213,9	–	3 213,9
Djibouti	–	1 642,5	439,6	–	–	982,3	–	3 064,4
Érythrée	–	801,9	13 962,6	–	–	1 591,9	–	16 356,4
Éthiopie	–	6 330,2	4 458,1	6 460,5	84,5	2 299,6	–	19 632,9
Kenya	–	17 686,8	244,8	–	385,1	4 189,1	–	22 505,8
Ouganda	–	846,3	–	12 149,6	–	2 091,8	–	15 087,7
Somalie	–	–	7 035,9	39,7	–	178,3	–	7 253,9

Bureau régional/pays	Type d'assistance					Appui		Total
	Assistance d'urgence	Soins et entretien	Rapatriement librement consenti	Installation sur place	Réinstallation	Appui au programme	Gestion et administration	
Soudan	–	6 804,7	6 168,9	145,0	39,8	1 639,2	–	14 797,6
Activités régionales	–	104,6	–	–	–	–	–	104,6
Total partiel (2)	–	34 217,0	32 309,9	18 794,8	509,4	16 186,1	–	102 017,2
3. Région des Grands Lacs								
Burundi	–	756,6	6 966,9	–	–	1 406,0	–	9 129,5
Congo	–	4 038,5	27,7	826,4	–	2 005,0	–	6 897,6
République démocratique du Congo	3 288,3	9 560,9	5 263,5	4 294,2	–	4 641,4	–	27 048,3
République-Unie de Tanzanie	–	24 921,0	439,8	–	–	2 355,5	–	27 716,3
Rwanda	–	5 131,7	458,0	–	–	1 484,5	–	7 074,2
Activités régionales	–	5 486,4	–	526,0	8,0	–	–	6 020,4
Total partiel (3)	3 288,3	49 895,1	13 155,9	5 646,6	8,0	11 892,4	–	83 886,3
4. Afrique australe								
Bureau régional (Pretoria)	1 010,5	–	–	37,7	–	398,5	–	1 446,7
Afrique du Sud	–	–	150,0	1 174,5	10,7	1 515,9	–	2 851,1
Angola	–	1 750,0	2 780,8	1 900,0	–	1 861,2	–	8 292,0
Botswana	–	1 291,9	–	–	–	300,2	–	1 592,1
Malawi	–	1 143,7	–	–	–	354,7	–	1 498,4
Mozambique	–	–	–	1 677,6	–	246,3	–	1 923,9
Namibie	–	3 983,5	10,8	–	–	544,5	–	4 538,8
Swaziland	–	121,1	–	–	–	–	–	121,1
Zambie	1 487,6	4 990,0	100,0	7 541,0	–	2 456,4	–	16 575,0
Zimbabwe	–	–	–	1 438,6	–	507,6	–	1 946,2
Activités régionales	–	–	–	210,0	–	–	–	210,0
Total partiel (4)	2 498,1	13 280,2	3 041,6	13 979,4	10,7	8 185,3	–	40 995,3
Total Afrique (1 à 4)	19 516,2	123 069,7	73 219,8	46 542,8	544,3	52 212,9	–	315 105,7

Bureau régional/pays	Type d'assistance					Appui		Total
	Assistance d'urgence	Soins et entretien	Rapatriement librement consenti	Installation sur place	Réinstallation	Appui au programme	Gestion et administration	
5. Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient								
Afghanistan	97 834,9	350,0	35 967,4	—	—	6 668,5	—	140 820,8
Algérie	—	3 413,8	—	—	—	779,1	—	4 192,9
Arabie saoudite	—	666,7	—	—	5,0	1 266,2	—	1 937,9
Égypte	—	1 693,7	—	51,3	119,9	1 006,8	—	2 871,7
Iran (République islamique d')	57,6	47,1	10 004,5	12 507,3	—	2 593,8	—	25 210,3
Iraq	—	1 638,8	143,3	—	28,1	1 444,9	—	3 255,1
Israël	—	57,1	—	—	—	9,1	—	66,2
Jamahiriya arabe libyenne	—	461,6	29,3	—	—	274,9	—	765,8
Jordanie	—	1 024,5	—	—	—	381,0	—	1 405,5
Kazakhstan	—	745,7	105,0	—	—	486,8	—	1 337,5
Kirghizistan	—	198,7	—	377,7	—	376,7	—	953,1
Liban	—	1 333,5	—	—	66,8	792,8	—	2 193,1
Maroc	—	94,8	—	—	—	308,9	—	403,7
Mauritanie	—	74,8	—	—	—	226,6	—	301,4
Ouzbékistan	—	482,4	939,4	—	—	425,4	—	1 847,2
Pakistan	21 955,5	17 563,1	4 307,1	—	—	3 420,6	—	47 246,3
République arabe syrienne	—	1 213,7	—	—	35,3	638,2	—	1 887,2
Tadjikistan	641,6	295,0	477,9	—	—	815,9	—	2 230,4
Territoire du Sahara occidental	—	20,0	—	—	—	90,1	—	110,1
Tunisie	—	102,5	—	—	—	146,6	—	249,1
Turkménistan	350,7	336,2	—	169,3	—	262,0	—	1 118,2
Yémen	—	2 675,5	66,0	—	—	573,3	—	3 314,8
Activités régionales	4 474,4	—	—	398,0	—	—	—	4 872,4
Total partiel (5)	125 314,7	34 489,2	52 039,9	13 503,6	255,1	22 988,2	—	248 590,7
6. Asie et Pacifique								
Australie et Nouvelle-Zélande	—	21,5	—	—	719,2	575,7	—	1 316,4
Bangladesh	—	115,5	1 763,8	—	—	543,1	—	2 422,4
Cambodge	—	470,7	—	—	—	688,8	—	1 159,5

Bureau régional/pays	Type d'assistance					Appui		Total
	Assistance d'urgence	Soins et entretien	Rapatriement librement consenti	Installation sur place	Réinstallation	Appui au programme	Gestion et administration	
Chine	–	1 930,4	–	178,3	–	680,8	–	2 789,5
Inde	–	1 664,1	28,7	–	–	836,5	–	2 529,3
Indonésie	–	4 057,9	–	540,0	–	1 851,2	–	6 449,1
Japon	916,1	–	–	160,0	–	1 712,2	–	2 788,3
Malaisie	–	401,0	–	–	–	335,8	–	736,8
Mongolie	–	23,9	–	–	–	82,1	–	106,0
Myanmar	–	–	4 543,4	–	–	907,3	–	5 450,7
Népal	–	4 632,3	53,3	–	–	603,9	–	5 289,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	–	–	–	156,2	–	–	–	156,2
Philippines	–	–	–	119,1	–	241,1	–	360,2
République de Corée	–	–	–	–	–	198,2	–	198,2
Singapour	–	37,5	–	–	–	–	–	37,5
Sri Lanka	–	41,0	4 559,3	628,9	–	987,8	–	6 217,0
Thaïlande	–	559,6	2 754,0	–	–	1 097,6	–	4 411,2
Timor-Leste	–	–	2 786,4	–	–	2 596,7	–	5 383,1
Viet Nam	–	–	–	6,0	–	185,3	–	191,3
Activités régionales	–	107,4	8,8	41,6	–	–	–	157,8
Total partiel (6)	916,1	14 062,8	16 497,7	1 830,1	719,2	14 124,1	–	48 150,0
7. Europe								
Allemagne	–	–	–	920,5	–	687,8	–	1 608,3
Arménie	–	–	–	1 930,7	–	422,4	–	2 353,1
Autriche	–	–	–	775,6	–	578,9	–	1 354,5
Azerbaïdjan	–	1 255,4	–	1 335,9	–	671,4	–	3 262,7
Bélarus	–	–	–	456,8	–	292,4	–	749,2
Belgique	–	–	–	488,4	–	1 789,8	–	2 278,2
Bulgarie	–	–	–	617,0	–	289,1	–	906,1
Chypre	–	–	–	247,1	–	283,8	–	530,9
Espagne	–	–	–	364,3	–	595,0	–	959,3
États baltes	–	261,6	–	–	–	–	–	261,6
Fédération de Russie	–	–	–	9 647,2	–	1 852,3	–	11 499,5

Bureau régional/pays	Type d'assistance					Appui		Total
	Assistance d'urgence	Soins et entretien	Rapatriement librement consenti	Installation sur place	Réinstallation	Appui au programme	Gestion et administration	
France	—	—	—	1 079,5	—	739,6	—	1 819,1
Géorgie	—	—	—	3 196,4	—	1 258,0	—	4 454,4
Grèce	—	—	—	579,1	—	572,4	—	1 151,5
Hongrie	—	—	—	959,3	—	657,3	—	1 616,6
Irlande	—	—	—	76,3	—	198,5	—	274,8
Italie	—	—	—	464,2	—	1 001,8	—	1 466,0
Lettonie	—	9,4	—	—	—	57,5	—	66,9
Malte	—	124,5	—	—	—	—	—	124,5
Pays-Bas	—	—	—	—	—	231,9	—	231,9
Pologne	—	—	—	286,2	—	387,7	—	673,9
Portugal	—	—	—	104,3	—	—	—	104,3
République de Moldova	—	—	—	599,2	—	311,5	—	910,7
République tchèque	—	28,3	—	693,1	—	310,0	—	1 031,4
Roumanie	—	—	—	675,3	—	318,6	—	993,9
Royaume-Uni	—	—	—	323,6	—	815,9	—	1 139,5
Slovaquie	—	—	—	216,0	—	321,7	—	537,7
Slovénie	—	—	—	404,9	—	234,6	—	639,5
Suède	—	—	—	422,1	—	732,3	—	1 154,4
Suisse	—	—	—	432,2	—	277,9	—	710,1
Turquie	—	—	—	2 853,3	—	2 391,2	—	5 244,5
Ukraine	—	—	—	1 549,6	—	550,2	—	2 099,8
Activités régionales	—	—	—	676,9	—	—	—	676,9
Total partiel (7)	—	1 679,2	—	32 375,0	—	18 831,5	—	52 885,7
8. Europe du Sud-Est								
Albanie	—	1 134,5	—	—	—	802,7	—	1 937,2
Bosnie-Herzégovine	—	2 939,8	13 861,4	—	—	3 397,2	—	20 198,4
Croatie	—	—	8 002,8	—	—	1 695,0	—	9 697,8
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 560,4	3 353,1	—	—	—	2 026,0	—	11 939,5
Yougoslavie	2 428,3	25 794,8	1 580,0	8 443,2	314,0	2 598,1	—	41 158,4

<i>Bureau régional/pays</i>	<i>Type d'assistance</i>					<i>Appui</i>		Total
	<i>Assistance d'urgence</i>	<i>Soins et entretien</i>	<i>Rapatriement librement consenti</i>	<i>Installation sur place</i>	<i>Réinstallation</i>	<i>Appui au programme</i>	<i>Gestion et administration</i>	
Activités régionales	0,7	–	20,0	–	–	–	–	20,7
Total partiel (8)	8 989,4	33 222,2	23 464,2	8 443,2	314,0	10 519,0	–	84 952,0
Total Europe (7 et 8)	8 989,4	34 901,4	23 464,2	40 818,2	314,0	29 350,5	–	137 837,7
9. Amériques								
Argentine	–	–	–	172,7	–	669,8	–	842,5
Canada	–	–	–	486,4	–	497,8	–	984,2
Colombie	–	–	–	3 477,8	–	941,2	–	4 419,0
Costa Rica	–	–	–	852,6	–	360,1	–	1 212,7
Cuba	–	350,8	131,0	–	–	–	–	481,8
Équateur	–	–	–	997,1	–	374,9	–	1 372,0
États-Unis d'Amérique	–	–	–	1 611,1	–	3 359,3	–	4 970,4
Mexique	–	–	–	493,1	–	1 299,4	–	1 792,5
Panama	–	–	–	392,5	–	–	–	392,5
Venezuela	–	–	–	372,1	–	1 266,6	–	1 638,7
Activités régionales	–	–	–	3 909,1	–	–	–	3 909,1
Total partiel (9)	–	350,8	131,0	12 764,5	–	8 769,1	–	22 015,4
10. Opérations mondiales	753,4	2 910,0	120,0	12 161,6	2 950,0	31 618,7	–	50 513,7
Total partiel, bureaux extérieurs (1 à 10)	155 489,8	209 783,9	165 472,6	127 620,8	4 782,6	159 063,5	–	822 213,2
11. Siège								
Appui au programme						39 583,1		39 583,1
Gestion et administration							36 395,8	36 395,8
Total partiel, Siège (11)						39 583,1	36 395,8	75 978,9
Total (1 à 11)	155 489,8	209 783,9	165 472,6	127 620,8	4 782,6	198 646,6	36 395,8	898 192,1



03-46009 (F) 220803 270803

28

<i>Bureau régional/pays</i>	<i>Type d'assistance</i>					<i>Appui</i>		Total
	<i>Assistance d'urgence</i>	<i>Soins et entretien</i>	<i>Rapatriement librement consenti</i>	<i>Installation sur place</i>	<i>Réinstallation</i>	<i>Appui au programme</i>	<i>Gestion et administration</i>	
12. Budget ordinaire de l'ONU							21 020,5	21 020,5
13. Administrateurs auxiliaires						7 205,2		7 205,2
Total HCR (1 à 13)	155 489,8	209 783,9	165 472,6	127 620,8	4 782,6	205 851,8	57 416,3	926 417,8
Dont :								
Budget-programme annuel	11 977,0	209 783,9	123 530,7	125 105,4	4 782,6	186 517,7	36 395,8	698 093,1
Budget-programme supplémentaire	143 512,8	–	41 941,9	2 515,4	–	12 128,9	–	200 099,0

A/58/12